

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2017/12974]

3 AOUT 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon portant règlement du fonctionnement du Gouvernement

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, l'article 68, alinéa 1^{er};

Vu le décret I du 7 juillet 1993 relatif au transfert de l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne;

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret du 11 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 2 août 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 août 2017;

Vu l'urgence;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2014 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement ne peut plus s'appliquer à l'actuel Gouvernement;

Considérant qu'il convient de permettre au Gouvernement de fonctionner de la façon la plus efficace possible;

Considérant que cette nécessité implique l'entrée en vigueur des présentes dispositions dans les plus brefs délais;

Sur la proposition du Ministre-Président;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Sans préjudice des délégations qu'il accorde à ses membres, le Gouvernement délibère collégalement selon la procédure du consensus et définit les orientations politiques dans les matières qui relèvent de la compétence de la Région.

Art. 2. § 1^{er}. Le Gouvernement délibère valablement des points prévus à l'ordre du jour si plus de la moitié de ses membres sont présents, chacun des groupes politiques formant la majorité étant représenté.

§ 2. L'ordre du jour est établi par le Ministre-Président.

§ 3. Ne sont pas inscrits à l'ordre du jour, sauf urgence dûment justifiée :

- les points pour lesquels l'avis de l'Inspection des Finances n'est pas joint, sauf dans les cas où l'avis de l'Inspection des Finances n'est pas requis ou si l'Inspection des Finances n'a pas remis son avis dans les dix jours calendrier après réception du dossier complet;

- les points pour lesquels l'avis de la Cellule d'Informations Financières n'est pas joint, sauf dans les cas où l'avis de la Cellule d'Information Financière n'est pas requis ou si la Cellule d'Informations Financières n'a pas remis son avis dans les dix jours calendrier après réception du dossier complet;

- les points pour lesquels la demande de l'avis du Ministre de la Fonction publique, sollicité 5 jours ouvrables avant l'inscription du point, n'est pas jointe, sauf dans les cas où l'avis du Ministre de la Fonction publique n'est pas requis ou si le Ministre de la Fonction publique n'a pas remis son avis dans les 5 jours ouvrables après réception du dossier complet;

- les points pour lesquels la demande de l'accord du Ministre du Budget, sollicité 5 jours ouvrables avant l'inscription du point, n'est pas jointe, sauf dans les cas où l'accord du Ministre du Budget n'est pas requis;

- les points pour lesquels l'avis de la cellule administrative spécifique « développement durable » n'est pas joint, sauf dans les cas où l'avis n'est pas requis ou dans les cas où la cellule n'a pas rendu son avis dans les dix jours calendrier après réception du dossier complet;

- les points pour lesquels l'avis LEGISA, réalisé par la Direction du support juridique du Secrétariat général, n'est pas joint, sauf dans les cas où l'avis n'est pas requis, ou dans les cas où la Direction n'a pas rendu son avis dans les dix jours ouvrables après réception du dossier complet ou dans les vingt jours calendrier lorsqu'il s'agit d'un projet de code.

§ 4. Les points non-inscrits à l'ordre du jour ne sont pas pris en considération, sauf urgence dûment justifiée.

§ 5. Un Ministre peut demander l'évocation d'une compétence relevant d'un autre Ministre.

§ 6. Le report d'un point peut être demandé avant la séance par un membre dont l'absence est justifiée.

Art. 3. § 1^{er}. Le Gouvernement délibère de tout projet de décret et d'arrêté réglementaire, sauf délégation octroyée par le Gouvernement wallon.

Le Gouvernement peut, sur la proposition de son Ministre-Président, inviter un Ministre du Gouvernement de la Communauté française à assister à sa séance. Le Ministre invité porte la qualité de Ministre associé et n'est pas pris en compte dans les règles de délibération visées à l'article 2.

§ 2. Le Gouvernement délibère de toute proposition de décret posée à l'ordre du jour d'une Commission du Parlement wallon et peut délibérer sur les propositions d'amendement.

Art. 4. § 1^{er}. Le Gouvernement adopte tout projet de décret relatif au budget de la Région wallonne et règle l'affectation des crédits destinés à couvrir les dépenses de la Région wallonne.

§ 2. Trimestriellement, une situation budgétaire complète tant en ce qui concerne les engagements et les liquidations que les situations des recettes et des dépenses, est transmise à chacun des membres du Gouvernement par le Ministre du Budget.

§ 3. Trimestriellement et avant l'adoption de tout décret budgétaire par le Gouvernement, un rapport du Comité de Monitoring est transmis à chacun des membres du Gouvernement par le Directeur général de la Direction générale transversale Budget, Logistique et Technologies de l'Information et de la Communication

§ 4. Chaque Ministre a un accès direct à la comptabilité des engagements et des liquidations en ce qui concerne les matières relevant de ses compétences.

Le Ministre-Président et les Vice-Présidents ont un accès direct à la comptabilité de l'ensemble des engagements et des liquidations.

§ 5. Trimestriellement, une situation budgétaire complète pour les articles de base et les programmes identifiés comme correspondant au périmètre du plan Marshall 2022, en ce qui concerne les engagements et les liquidations, est transmise à chacun des membres du Gouvernement par le Ministre du Budget. La situation comporte une annexe relative aux programmes d'investissements.

§ 6. Semestriellement, pour chaque organisme d'intérêt public, le Ministre fonctionnellement compétent transmet une situation relative aux éventuels programmes d'investissements de l'organisme.

Art. 5. En l'absence de possibilité de mise en œuvre des dispositions relatives à la redistribution des articles de base, le Ministre du Budget est chargé d'élaborer et de présenter conjointement avec le Ministre fonctionnellement compétent le projet de délibération tendant à autoriser l'engagement, l'ordonnancement et le paiement des dépenses au-delà des crédits votés.

Art. 6. Le Gouvernement délibère de tout projet ou proposition de création, de décentralisation, de déconcentration ou de restructuration des services, organismes et institutions publics qui sont chargés de l'exécution de la politique régionale, en ce compris les organismes fonctionnant uniquement ou partiellement au moyen de subventions à charge du budget de la Région wallonne.

Art. 7. Les programmes d'investissements matériels couvrant une ou plusieurs années et, notamment, ceux s'inscrivant dans le cadre d'un financement alternatif ou d'un partenariat public privé, font l'objet d'une délibération du Gouvernement.

Ces programmes comportent notamment l'indication précise du montant des aides et subventions ou l'estimation des travaux, fournitures et services, leur destination et, s'il échet, celle de leurs bénéficiaires ainsi qu'une programmation pluriannuelle en termes SEC. Le cas échéant, l'avis de l'Institut des Comptes Nationaux sera sollicité et joint au dossier présenté au Gouvernement.

Art. 8. Toute circulaire à portée générale est cosignée par le Ministre-Président.

Toute circulaire à portée générale est transmise, sans délai, par son auteur aux autres membres du Gouvernement.

Art. 9. § 1^{er}. Pour l'application du présent article relatif à la Fonction publique, on appelle :

- dossiers A :

1° les arrêtés à caractère organique ou réglementaire;

2° l'octroi des délégations en matière de personnel et de budget pour ce qui concerne le Service public de Wallonie;

3° les cadres organiques du Service public de Wallonie;

4° l'organigramme global du Service public de Wallonie;

5° tout acte relatif au régime des mandats relevant expressément du Gouvernement conformément aux dispositions du Livre II de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

- dossiers B

1° l'octroi d'autres délégations à des fonctionnaires;

2° les cadres organiques des organismes d'intérêt public;

3° les déclarations de vacance d'emplois d'inspecteur général expert non mandataire, de directeur, d'encadrement au rang A5;

4° les promotions au grade de directeur et aux fonctions d'encadrement au rang A5, ainsi que l'octroi de fonctions supérieures sur ces emplois dans le respect de la circulaire sur l'octroi des fonctions supérieures;

5° les décisions définitives consécutives aux avis rendus par les chambres de recours, pour les emplois d'un rang supérieur au rang A5;

6° les modifications de l'organigramme spécifique d'une Direction générale du Service public de Wallonie;

- dossiers C : les autres décisions administratives relatives au personnel, à l'exception de celles ayant fait l'objet de délégations à des fonctionnaires;

- dossiers D : l'élaboration des programmes généralistes de recrutement.

§ 2. Le secrétaire général, les directeurs généraux et les fonctionnaires-dirigeants des organismes d'intérêt public transmettent simultanément tout dossier visé au § 1^{er}, au Ministre-Président, au Ministre de la Fonction publique et au(x) Ministre(s) fonctionnellement compétent(s). En outre, ils transmettent simultanément les dossiers A visés au § 1^{er}, au Ministre du Budget.

Chaque Ministre réceptaire du dossier dispose d'un délai de quinze jours ouvrables pour faire connaître son avis à celui de ses collègues compétent pour le soumettre au Gouvernement ou pour décider. Passé ce délai, l'avis est réputé favorable.

En cas de divergence d'avis, il est procédé à une concertation chez le Ministre de la Fonction publique dans un délai de dix jours ouvrables. A défaut d'accord, le dossier est évoqué au Gouvernement.

§ 3. Sans préjudice des initiatives qu'il revient à l'Administration de prendre, est compétent pour donner à celle-ci les instructions utiles à la préparation des dossiers :

- en ce qui concerne les dossiers A, le Ministre de la Fonction publique pour le Service public de Wallonie ou le Ministre de la Fonction publique, d'initiative ou à la demande du (des) Ministre(s) fonctionnellement compétent(s) pour les organismes d'intérêt public;

- en ce qui concerne les dossiers B et C, le(s) Ministre(s) fonctionnellement compétent(s), d'initiative, le Ministre de la Fonction publique étant informé sans délai, ou à la demande du Ministre de la Fonction publique, pour le Service public de Wallonie et le(s) Ministre(s) fonctionnellement compétent(s) pour les organismes d'intérêt public;

- en ce qui concerne les dossiers D, le Ministre de la Fonction publique.

Le Ministre de la Fonction publique veille à la cohérence des situations administratives des agents.

§ 4. Les dossiers A sont soumis au Gouvernement par le Ministre de la Fonction publique.

Les dossiers B concernant le Service public de Wallonie sont soumis au Gouvernement par le (les) Ministre(s) fonctionnellement compétent(s), sur avis conforme du Ministre de la Fonction publique rendu dans un délai de 5 jours ouvrables.

Pour les procédures disciplinaires, en cas d'avis négatif du Ministre de la Fonction publique sur une proposition présentée par le Ministre fonctionnellement compétent, celui-ci pourra introduire le dossier au Gouvernement afin de recevoir des explications complémentaires.

Les dossiers B concernant les organismes d'intérêt public sont soumis au Gouvernement par le(s) Ministre(s) fonctionnellement compétent(s).

§ 5. Sans préjudice des dispositions des paragraphes 3 et 4, le Gouvernement est seul compétent pour les dossiers A et B.

Sans préjudice des dispositions du paragraphe 3, le (les) Ministre(s) fonctionnellement compétent(s) est (sont) compétent(s) pour les dossiers C concernant le Service public de Wallonie sur proposition de l'administration. Si le Ministre ne suit pas la proposition émise par l'administration ou s'il ne prend pas de décision, il est procédé à une concertation chez le Ministre de la Fonction publique. A défaut d'accord, la décision est prise par le Ministre de la Fonction publique.

Pour ce qui est des programmes spécifiques de recrutement pour le Service public de Wallonie et d'un organisme d'intérêt public, le Ministre fonctionnellement compétent sollicite l'avis du Ministre de la Fonction publique qui dispose d'un délai de 5 jours ouvrables pour rendre son avis.

Une copie de la décision du (des) Ministre(s) fonctionnellement compétent(s) est transmise sans délai au Ministre de la Fonction publique.

Le(s) Ministre(s) fonctionnellement compétent(s) est (sont) compétent(s) pour les dossiers C concernant chacun des organismes d'intérêt public. Une copie de la décision du (des) Ministre(s) fonctionnellement compétent(s) est transmise sans délai au Ministre de la Fonction publique.

Le Ministre de la Fonction publique est compétent pour les dossiers D concernant le Service public de Wallonie sur avis du (des) Ministre(s) fonctionnellement compétent(s) rendu dans les 5 jours ouvrables.

§ 6. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution des décisions prises par le Gouvernement à propos de tous les dossiers A concernant le Service public de Wallonie. Le(s) Ministre(s) fonctionnellement compétent(s) est (sont) chargé(s) de l'exécution des décisions émises par le Gouvernement à propos de tous les dossiers B.

Le(s) Ministre(s) fonctionnellement compétent(s) est (sont) chargé(s) de l'exécution des décisions prises par le Gouvernement à propos des dossiers B concernant le Service public de Wallonie et chacun des organismes d'intérêt public.

Art. 10. Lorsque la Région est soit associée à la conception ou à l'élaboration d'une politique, soit représentée au sein des organes ou organismes qui en sont chargés, le Gouvernement arrête les éléments de la politique de la Région, désigne ses représentants auprès de ces organes ou organismes, leur donne toute directive nécessaire et reçoit leurs rapports.

Art. 11. § 1^{er}. Sans préjudice des délégations qu'il accorde à ses membres, le Gouvernement est seul qualifié pour émettre au nom de la Région un avis ou un accord à l'intention des pouvoirs ou organismes fédéraux, communautaires, européens ou internationaux ainsi que pour leur adresser un rapport ou une demande.

§ 2. Le Ministre-Président coordonne toute procédure d'avis, de concertation, de contentieux, d'association ou de coopération avec l'Etat belge, les entités fédérées ou les institutions européennes et internationales.

Ces procédures sont préparées conjointement par le Ministre-Président et le Ministre fonctionnellement compétent, à l'initiative de ce dernier.

§ 3. Le Gouvernement délibère sur les projets de traité et d'accord de coopération, sur présentation du Ministre-Président conjointement avec le Ministre fonctionnel et conjointement avec le Ministre des Relations internationales s'il s'agit de projets de traité ou d'accord de coopération à caractère international.

§ 4. Préalablement à leur approbation par le Gouvernement, les traités et accords de coopération sont préparés conjointement par le Ministre-Président et le Ministre fonctionnellement compétent, à l'initiative de ce dernier, ceci conjointement par le Ministre des Relations internationales et le Ministre fonctionnellement compétent s'il s'agit de projets de traité ou d'accord de coopération à caractère international.

Art. 12. § 1^{er}. Sans préjudice des dispositions prévues aux articles 7, 14, 15, 16 et 17, sont déléguées à chacun des Ministres pour ce qui concerne leurs compétences respectives :

1° les décisions portant sur un maximum de 500.000 euros lorsqu'un bénéficiaire est désigné dans le budget général; dans le cas contraire, ce montant est ramené à 250.000 euros. Ce montant est ramené à 50.000 euros en ce qui concerne les campagnes de communication, d'affichage et les actions de sponsoring qui sont soumises à la Commission de contrôle du Parlement;

2° sans limitation du montant, les décisions relatives à des dépenses inscrites dans un programme délibéré au Gouvernement wallon avec indication du ou des bénéficiaires;

3° les arrêtés allouant des subventions quels que soient leurs montants en exécution des programmes visés à l'article 7;

4° l'octroi des incitants octroyés en exécution de la législation et la réglementation sur les aides économiques et les aides technologiques relatifs à tout dossier concernant des aides d'un montant inférieur à 3.720.000 euros et pour lequel l'Inspection des Finances a donné un avis favorable.

Toutefois, un rapport semestriel comportant la liste des entreprises et le montant des incitants qui leur sont octroyés en exécution des législations concernées est communiqué aux membres du Gouvernement;

5° l'octroi de la garantie régionale accordée en exécution de la législation et de la réglementation sur les aides économiques lorsque le crédit à garantir porte sur un montant maximum de 2.480.000 euros et les aides technologiques lorsqu'elle porte sur programme maximum de 2.480.000 euros;

6° les arrêtés approuvant les plans d'aménagement et les règlements d'urbanisme d'initiative communale et les révisions de plans de secteur d'initiative communale et privée;

7° les règlements complémentaires sur la police de la circulation routière;

8° l'agrégation des entrepreneurs;

9° les actions judiciaires exercées au nom du Gouvernement wallon tant en demandant qu'en défendant, le sort à réserver aux exploits d'huissiers notifiés par la Région;

10° la délivrance d'attestation;

11° les contrats de cessions amiable, les quittances, les baux et autres actes relatifs à l'acquisition ou la cession d'immeubles;

12° les décisions d'octroi de tranches trimestrielles d'un montant égal à payer à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, à l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises;

13° la nomination au sein des comités subrégionaux de l'emploi et de la formation des membres représentant les organisations des employeurs et des travailleurs;

14° la nomination des membres des commissions emploi-formation-enseignement;

15° les décisions portant approbation des contrats d'accompagnement et des prêts en exécution de la législation et de la réglementation relative à l'utilisation du compte CRAC visée dans la convention du 30 juillet 1992 telle qu'amendée et ce, dans la mesure où l'intervention financière de la Région n'est pas sollicitée;

16° l'approbation des programmes triennaux visée à l'article L3342-6 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et visée à l'article 7, § 1^{er}, du décret du 29 avril 2004 relatif aux travaux subsidiés à partir du 1^{er} janvier 2005;

17° l'octroi de la garantie régionale aux emprunts contractés, dans les limites de leur budget d'investissement, par le Centre hospitalier psychiatrique les Marronniers à Tournai en vue de la réalisation de son objet social, moyennant l'accord du Ministre du Budget;

18° l'octroi de la garantie régionale aux emprunts contractés pour les constructions hospitalières et médico-sociales dans la limite du montant inscrit dans le décret contenant le budget général des dépenses, en exécution de la convention cadre adoptée par le Gouvernement et relative à cette garantie moyennant l'accord du Ministre du Budget;

19° l'octroi des licences pour l'importation, l'exportation et le transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire ou de maintien de l'ordre et de la technologie y afférente ainsi que de produits et des technologies à double usage, sans préjudice de la compétence fédérale pour celles concernant l'armée et la police.

§ 2. Sans préjudice des dispositions prévues aux articles 7, 14, 15, 16 et 17, délégation est donnée :

1° au Ministre des Pouvoirs locaux pour engager, pour approuver, pour liquider les dépenses imputées aux articles de base destinés au Fonds des communes, en ce compris les dotations complémentaires garanties, au Fonds des provinces et au Fonds spécial de l'aide sociale, inscrites au programme 02 de la division organique 17 du budget général, ainsi qu'aux articles de base destinés au fonds régional pour les investissements communaux, inscrites au programme 12 de la division organique 13 du budget général;

2° au Ministre des Pouvoirs locaux pour les attributions fixées par les articles L1123-6, L1123-13 et L2112-13 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et par l'article 20 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, en ce compris l'audition mais à l'exception du prononcé de la sanction disciplinaire. Dans le cadre de l'instruction des dossiers disciplinaires, le Ministre des Pouvoirs locaux peut faire appel au Gouverneur territorialement compétent sauf si ce dernier est à l'origine de l'instruction disciplinaire;

3° au Ministre de la Santé pour engager, approuver et liquider les dépenses imputées aux articles de base de classe 45 en faveur de l'INAMI et Famifed dans le cadre des compétences transférées par la loi spéciale du 6 janvier 2014 relative à la Sixième Réforme de l'Etat.

Art. 13. Les OIP et les organismes assimilés qui souhaitent procéder à des campagnes de communication média devront obtenir préalablement l'accord de leur Ministre de tutelle si le montant de la campagne ou de l'action dépasse 50.000 euros T.V.A.C, et ceci avant tout lancement du cahier de charge ou engagement. Si le montant dépasse 250.000 euros T.V.A.C, le Gouvernement devra par ailleurs en être informé.

Il sera mis fin au sponsoring des OIP et organismes assimilés dépendant de la Région, sauf dérogation du Gouvernement, parce qu'en lien direct avec son activité. La liste des dérogations avec mention du bénéficiaire, le montant et la motivation du lien avec l'activité de la structure sera transmise annuellement au Parlement.

Art. 14. § 1^{er}. Le Gouvernement choisit le mode de passation des marchés publics visés à l'article 169, alinéa 1^{er} de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics dont l'estimation est supérieure aux montants figurant au tableau ci-après :

	Procédure ouverte Procédure restreinte Dialogue compétitif	Procédure concurrentielle avec négociation Procédure négociée directe avec publication préalable	Procédure négociée sans publication préalable
Travaux	8.550.000 €	1.850.000 €	570.000 €
Fournitures	5.700.000 €	570.000 €	290.000 €
Services	1.715.000 €	290.000 €	145.000 €

§ 2. Le Gouvernement attribue le marché lorsque le montant estimé du marché est inférieur au montant correspondant fixé au paragraphe 1^{er}, mais que le montant de l'offre à approuver dépasse ce montant de plus de quinze pour cent.

§ 3. Est également soumise à l'accord du Gouvernement, la passation des concessions de travaux publics dont les montants estimés hors T.V.A. correspondent à ceux déterminés au paragraphe 1^{er}.

§ 4. Tout projet de convention pouvant avoir pour conséquence d'engager en matière de travaux, fournitures ou services, dans le cadre des seuils prévus au paragraphe 1^{er}, la Région wallonne ou un organisme relevant de l'autorité hiérarchique d'un Ministre doit être également soumis à l'accord du Gouvernement.

§ 5. Pour le calcul des seuils prévus au paragraphe 1^{er}, il convient de prendre en considération l'ensemble de la dépense découlant du projet de convention.

Art. 15. La décision du Gouvernement est remplacée par la décision du Ministre-Président dans les cas visés aux articles 42, § 1^{er}, 1^o, b, et 124, § 1^{er}, 5^o, de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics pour autant qu'elle ne puisse être prise préalablement en raison de l'urgence.

Il appartient, dans ce cas, au Ministre compétent d'informer sans délai le Gouvernement.

L'urgence invoquée doit être justifiée.

Art. 16. Par dérogation à l'article 14, l'accord du Gouvernement n'est pas requis :

1° pour les marchés publics à passer par procédure restreinte, lorsque cette procédure est consécutive à une procédure ouverte pour lequel l'accord préalable du Gouvernement a été recueilli mais auquel il n'a pas été possible de donner suite en raison des difficultés mineures d'interprétation, soit des dispositions du cahier spécial des charges, soit des offres remises.

Le cahier spécial des charges ne peut subir que les adaptations rendues strictement nécessaires par les difficultés précitées;

2° pour les marchés publics à passer par procédure négociée dans les cas visés aux articles 42, § 1^{er}, 1°, c, 5°, 38, § 1^{er}, 2° et 124, § 1^{er}, 2°, 9°, 10° et 12°, de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

3° dans le cadre de mesures d'office, pour les marchés publics à conclure avec un ou plusieurs tiers pour compte d'un adjudicataire défaillant;

4° pour les marchés passés par procédure négociée sur pied de l'article 42, § 1^{er}, 2°.

Art. 17. Les membres du Gouvernement, les administrations du Service public de Wallonie et les organismes d'intérêt public qui relèvent de l'autorité hiérarchique d'un Ministre utilisent le Portail des Marchés publics de la Région wallonne et de la Communauté française pour la passation des marchés publics qui les concernent.

Chaque membre du Gouvernement veille pour ce qui le concerne à ce que les personnes morales de droit public qui relèvent fonctionnellement de sa compétence utilisent ce même portail pour la passation des marchés publics qui les concernent.

Art. 18. Le montant des marchés publics est à évaluer, selon le cas, en fonction des règles fixées par l'article 7 de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ou l'article 7 de l'arrêté royal du 18 juin 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs spéciaux.

En cas de travaux, de fournitures ou de services complémentaires visés aux articles 38/1 et 38/2 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, le montant du marché principal est également pris en compte.

Art. 19. Dans les compétences qui leur sont attribuées, les Ministres ont délégation pour appliquer, sans préjudice des autres dispositions prévues par le présent arrêté, les lois, décrets, arrêtés, règlements et circulaires.

Pour les affaires qui relèvent des attributions de plusieurs Ministres, la concertation s'établit dès le stade de l'élaboration des propositions en vue de mise au point en commun.

Art. 20. § 1^{er}. L'introduction au Gouvernement des dossiers relatifs aux Fonds européens relève de la compétence du Ministre-Président. Ces dossiers sont préparés et cosignés conjointement par le Ministre-Président et le(s) Ministre(s) fonctionnellement compétent(s). Le Ministre-Président assure en outre la présidence des différents comités techniques, financiers et de suivi.

§ 2. Toute décision d'engagement portant sur un Fonds européen ou sur son cofinancement belge ou sur un fonds d'impulsion est notifiée sans délai au Ministre-Président.

Art. 21. Chaque Ministre poursuit et autorise les expropriations nécessaires à l'exercice de ses compétences en faisant prévaloir la spécificité de la matière traitée par rapport aux mesures de tutelle générales telles que visées à l'article 7 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980.

Art. 22. Le Gouvernement accrédite les Inspecteurs des Finances et détermine leur affectation auprès de ses membres sur proposition du Ministre du Budget.

Art. 23. L'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2014 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement est abrogé.

Art. 24. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 25. Les Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 3 août 2017.

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Vice-Présidente et Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des chances, de la Fonction publique
et de la Simplification administrative,
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique,
de l'Emploi et de la Formation,
P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition Ecologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux Publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,
C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Energie, du Climat et des Aéroports,
J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine,
délégué à la Représentation à la Grande Région,
R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures Sportives,
V. DE BUE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2017/12974]

3. AUGUST 2017 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, so wie abgeändert, Artikel 68 § 1;

Aufgrund des Dekrets I vom 7. Juli 1993 zur Übertragung der Ausübung gewisser Zuständigkeiten von der Französischen Gemeinschaft auf die Wallonische Region;

Aufgrund des Dekrets II vom 22. Juli 1993 zur Übertragung der Ausübung gewisser Zuständigkeiten von der Französischen Gemeinschaft auf die Wallonische Region und die Französische Gemeinschaftskommission;

Aufgrund des Dekrets vom 11. Juli 2014 zur Übertragung der Ausübung gewisser Zuständigkeiten von der Französischen Gemeinschaft auf die Wallonische Region und die Französische Gemeinschaftskommission;

Aufgrund der am 2. August 2017 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 2. August 2017 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass der Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Juli 2014 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung auf die aktuelle Regierung keine Anwendung mehr findet;

In der Erwägung, dass der Regierung alle Mittel bereitzustellen sind, damit sie möglichst effizient arbeiten kann;

In der Erwägung, dass diese Notwendigkeit das schnellstmögliche Inkrafttreten der vorliegenden Bestimmungen erfordert;

Auf Vorschlag des Ministerpräsidenten;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Regierung berät kollegial im Konsens und bestimmt die politischen Leitlinien für die Angelegenheiten, die in den Zuständigkeitsbereich der Region fallen, unbeschadet der Vollmachten, die sie ihren Mitgliedern erteilt.

Art. 2 - § 1. Die Beschlüsse der Regierung über die in der Tagesordnung vorgesehenen Punkte sind gültig, wenn mehr als die Hälfte ihrer Mitglieder anwesend sind, wobei jede der politischen Fraktionen, die die Mehrheit bilden, vertreten ist.

§ 2. Der Ministerpräsident legt die Tagesordnung fest.

§ 3. Folgende Punkte werden außer bei ordnungsgemäß nachgewiesener Dringlichkeit nicht in die Tagesordnung aufgenommen:

- die Punkte, für welche die Stellungnahme der Finanzinspektion nicht beigefügt ist, außer in den Fällen, in denen die Stellungnahme der Finanzinspektion nicht verlangt wird oder wenn die Finanzinspektion ihre Stellungnahme nicht innerhalb von zehn Kalendertagen nach Eingang der vollständigen Akte abgegeben hat;

- die Punkte, für welche die Stellungnahme der Stelle für finanzielle Informationen nicht beigefügt ist, außer in den Fällen, in denen die Stellungnahme der Zelle für finanzielle Information nicht verlangt wird oder wenn die Stelle für finanzielle Informationen ihre Stellungnahme nicht innerhalb von zehn Kalendertagen nach Eingang der vollständigen Akte abgegeben hat;

- die Punkte, für welche die 5 Werktage vor der Eintragung des Punktes beantragte Stellungnahme des Ministers für den öffentlichen Dienst nicht beigefügt ist, außer in den Fällen, in denen die Stellungnahme des Ministers für den öffentlichen Dienst nicht verlangt wird oder wenn der Minister für den öffentlichen Dienst seine Stellungnahme innerhalb von 5 Werktagen nach Eingang der vollständigen Akte nicht abgegeben hat;

- die Punkte, für die das 5 Werktage vor der Eintragung des Punktes beantragte Einverständnis des Haushaltsministers nicht beigefügt ist, außer in den Fällen, in denen das Einverständnis des Haushaltsministers nicht verlangt wird;

- die Punkte, für welche die Stellungnahme des spezifischen administrativen Büros "Nachhaltige Entwicklung" nicht beigefügt ist, außer in den Fällen, in denen diese Stellungnahme nicht verlangt wird oder wenn das Büro seine Stellungnahme nicht innerhalb von zehn Kalendertagen nach Eingang der vollständigen Akte abgegeben hat;

- die Punkte, für welche die LEGISA-Stellungnahme der Direktion der juristischen Unterstützung des Generalsekretariats nicht beigefügt ist, außer in den Fällen, in denen diese Stellungnahme nicht verlangt wird oder wenn die Direktion ihre Stellungnahme innerhalb von zehn Werktagen nach Eingang der vollständigen Akte oder von zwanzig Kalendertagen, wenn es sich um den Entwurf eines Gesetzbuches handelt, nicht abgegeben hat.

§ 4. Die Punkte, die nicht auf der Tagesordnung stehen, werden nicht berücksichtigt, außer in ordnungsgemäß nachgewiesenen Dringlichkeitsfällen.

§ 5. Ein Minister kann jede Angelegenheit zur Sprache bringen, die Gegenstand der Zuständigkeit eines anderen Ministers ist.

§ 6. Die Vertagung eines Punktes kann vor der Sitzung von einem Mitglied beantragt werden, dessen Abwesenheit gerechtfertigt ist.

Art. 3 - § 1. Die Regierung berät über jeden Entwurf eines Dekrets oder Erlasses mit Verordnungscharakter, außer wenn sie eine diesbezügliche Vollmacht erteilt hat.

Die Regierung ist befugt, auf Vorschlag ihres Ministerpräsidenten, einen Minister der Französischen Gemeinschaft zur Teilnahme an ihrer Sitzung einzuladen. Der eingeladenen Minister hat die Eigenschaft eines beigeordneten Ministers und wird bei den in Artikel 2 angeführten Bestimmungen für die Beschlussfassung nicht berücksichtigt.

§ 2. Die Regierung berät über jeden Dekretvorschlag, der in die Tagesordnung einer Kommission des Wallonischen Parlaments aufgenommen wird. Zudem kann sie über Änderungsvorschläge beraten.

Art. 4 - § 1. Die Regierung verabschiedet jeden Dekretentwurf über den Haushalt der Wallonischen Region und regelt die Zweckbestimmung der Haushaltsmittel, die dazu bestimmt sind, die Ausgaben der Wallonischen Region zu decken.

§ 2. Jedes Quartal übermittelt der Haushaltsminister jedem Mitglied der Wallonischen Regierung eine vollständige Übersicht über den Haushalt, sowohl was die Ausgabeverpflichtungen und -anweisungen als auch den Stand der Einnahmen und der Ausgaben betrifft.

§ 3. Jedes Quartal und vor der Verabschiedung jedes Haushaltsdekrets durch die Regierung übermittelt der Generaldirektor der ressortübergreifenden Generaldirektion Haushalt, Logistik und Informations- und Kommunikationstechnologie jedem der Mitglieder der Regierung einen Bericht des Monitoringausschusses.

§ 4. Jeder Minister hat für die Angelegenheiten, die zu seinen Zuständigkeiten gehören, direkten Zugang zu der Buchführung über die Ausgabeverpflichtungen und -anweisungen.

Der Ministerpräsident und die Vizepräsidenten haben einen direkten Zugang zu der Buchführung über die gesamten Ausgabeverpflichtungen und -anweisungen.

§ 5. Jedes Quartal übermittelt der Haushaltsminister jedem der Mitglieder der Regierung eine vollständige Übersicht über den Haushalt für die Basisartikel und die Programme, die als dem Rahmen des Marshallplans 2022 entsprechend identifiziert sind, was die Ausgabeverpflichtungen und -anweisungen betrifft. Die Übersicht enthält einen Anhang über das Investitionsprogramm.

§ 6. Der von der Funktion her zuständige Minister übermittelt jedes Halbjahr für jede Einrichtung öffentlichen Interesses eine Übersicht über die eventuellen Investitionsprogramme der Einrichtung.

Art. 5 - Falls die Umsetzung der Bestimmungen über die Umverteilung der Basisartikel nicht möglich ist, wird der Haushaltsminister damit beauftragt, gemeinsam mit dem von der Funktion her zuständigen Minister den Beschlussentwurf auszuarbeiten und darzustellen, um die Ausgabenverpflichtung, die Ausgabenanweisung und die Zahlung der Ausgaben über die bewilligten Mittel hinaus zu genehmigen.

Art. 6 - Die Regierung beschließt über jeden Gründungs-, Dezentralisierungs-, Dekonzentrations- oder Umstrukturierungsentwurf bzw. -vorschlag in Bezug auf die öffentlichen Dienststellen, Organisationen und Einrichtungen, die mit der Durchführung der regionalen Politik beauftragt sind, einschließlich der Einrichtungen, deren Fortbestehen ausschließlich oder teilweise durch Subventionen zu Lasten des Haushalts der Wallonischen Regierung gewährleistet ist.

Art. 7 - Die Programme über materielle Investitionen, die ein oder mehrere Jahre umfassen, und insbesondere diejenigen, die sich in den Rahmen einer alternativen Finanzierung oder einer öffentlichen - privaten Partnerschaft einfügen, sind vor der Annahme der Haushaltsentwürfe Gegenstand einer Beratung der Regierung.

Diese Programme enthalten insbesondere die genaue Angabe des Betrags der Beihilfen und Zuschüsse oder die Schätzung der Arbeiten, Lieferungen und Dienstleistungen, die genaue Angabe ihrer Zweckbestimmung und gegebenenfalls der Empfänger, sowie eine mehrjährige Programmplanung nach dem ESVM-System. Gegebenenfalls wird eine Stellungnahme des Instituts für Volkswirtschaftliche Gesamtrechnungen beantragt, welche der Akte beigefügt wird, die der Regierung vorgelegt wird.

Art. 8 - Rundschreiben mit allgemeiner Tragweite werden vom Ministerpräsidenten mitunterzeichnet.

Der Urheber eines Rundschreibens mit allgemeiner Tragweite übermittelt es unverzüglich den anderen Regierungsmitgliedern.

Art. 9 - § 1. Zwecks der Anwendung dieses Artikels bezüglich des öffentlichen Dienstes versteht man unter:

- Akten A:

1° die Erlasse mit grundlegendem oder Verordnungscharakter;

2° die Erteilung von Vollmachten in Sachen Personal und Haushalt, was den Öffentlichen Dienst der Wallonie betrifft;

3° die Stellenpläne des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

4° den allgemeinen Organisationsplan des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

5° jegliche Handlung bezüglich der Vollmachten, die ausdrücklich in den Zuständigkeitsbereich der Regierung fallen, gemäß den Bestimmungen des Buches II des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes.

- Akten B:

1° die Erteilung sonstiger Vollmachten an Beamte;

2° die Stellenpläne der Einrichtungen öffentlichen Interesses;

3° die Offenerklärung von Stellen als Generalinspektor-Sachverständiger ohne Mandat, als Direktor, als Führungskraft im Dienstrang A5;

4° die Beförderungen in den Dienstgrad eines Direktors und zu den Führungssägern in dem Dienstrang A5, sowie die Gewährung von höheren Funktionen für diese Stellen unter Einhaltung des Rundschreibens über die Gewährung von höheren Funktionen;

5° die endgültigen Beschlüsse im Anschluss an die von den Widerspruchskammern abgegebenen Stellungnahmen für Stellen in Diensträngen über dem Dienstrang A5;

6° die Änderungen des spezifischen Organisationsplans einer Generaldirektion des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

- Akten C: die sonstigen verwaltungsmäßigen Beschlüsse in Sachen Personal, mit Ausnahme derjenigen, die Gegenstand von Vollmachten an Beamte gewesen sind.

- Akten D: die Ausarbeitung der allgemeinen Anwerbungsprogramme.

§ 2. Der Generalsekretär, die Generaldirektoren und die leitenden Beamten der Einrichtungen öffentlichen Interesses übermitteln jede in § 1 erwähnte Akte gleichzeitig dem Ministerpräsidenten, dem Minister für den öffentlichen Dienst und dem bzw. den von der Funktion her zuständigen Minister(n). Des Weiteren übermitteln sie die in § 1 erwähnten Akten A gleichzeitig dem Haushaltsminister.

Jeder Minister, dem die Akte zugestellt wird, verfügt über eine Frist von fünfzehn Werktagen, um seine Stellungnahme dem Kollegen abzugeben, der zuständig ist, um die Akte der Regierung vorzulegen oder selbst einen Beschluss zu fassen. Nach Ablauf dieser Frist gilt die Stellungnahme als günstig.

Im Falle einer Meinungsverschiedenheit findet innerhalb einer Frist von zehn Werktagen eine Konzertierung beim Minister für den öffentlichen Dienst statt. Wird keine Einigung erreicht, so wird die Akte bei der Regierung zur Sprache gebracht.

§ 3. Unbeschadet der Initiativen, die von der Verwaltung zu ergreifen sind, sind die nachfolgenden Minister zuständig, um dieser Verwaltung im Rahmen der Vorbereitung der Akten zweckdienliche Anordnungen zu erteilen:

- für die Akten A: der Minister für den öffentlichen Dienst für den Öffentlichen Dienst der Wallonie oder der Minister für den öffentlichen Dienst in Eigeninitiative oder auf Anfrage des bzw. der von der Funktion her zuständigen Minister(s) für die Einrichtungen öffentlichen Interesses;

- für die Akten B und C: der/die von der Funktion her zuständige(n) Minister in Eigeninitiative, wobei der Minister für den öffentlichen Dienst unverzüglich zu informieren ist, oder auf Anfrage des Ministers für den Öffentlichen Dienst für den Öffentlichen Dienst der Wallonie, und der/die von der Funktion her zuständige(n) Minister für die Einrichtungen öffentlichen Interesses;

- für die Akten D: der Minister des öffentlichen Dienstes.

Der Minister für den öffentlichen Dienst hat zu gewährleisten, dass die Verwaltungslagen der Bediensteten kohärent sind.

§ 4. Die Akten A werden der Regierung durch den Minister für den öffentlichen Dienst vorgelegt.

Die Akten B, die den Öffentlichen Dienst der Wallonie betreffen, werden der Regierung durch den bzw. die von der Funktion her zuständigen Minister vorgelegt, nach binnen einer Frist von 5 Werktagen abgegebener, gleichlautender Stellungnahme des Ministers für den öffentlichen Dienst.

Für Disziplinarverfahren kann, im Falle einer negativen Stellungnahme des Ministers für den öffentlichen Dienst über einen vom von der Funktion her zuständigen Minister vorgelegten Vorschlag, Letzterer die Akte der Regierung vorlegen, um zusätzliche Erläuterungen zu erhalten.

Die Akten B, die die Einrichtungen öffentlichen Interesses betreffen, werden der Regierung durch den bzw. die von der Funktion her zuständigen Minister vorgelegt.

§ 5. Unbeschadet der Bestimmungen der Paragraphen 3 und 4 ist die Regierung allein für die Akten A und B zuständig.

Unbeschadet der Bestimmungen von Paragraph 3 ist (sind) der (die) von der Funktion her zuständige(n) Minister für die von der Verwaltung vorgeschlagenen Akten C zuständig, die den Öffentlichen Dienst der Wallonie betreffen. Wenn der Minister dem Vorschlag der Verwaltung nicht folgt oder keinen Beschluss fasst, wird bei dem Minister für den öffentlichen Dienst eine Konzertierung vorgenommen. Findet keine Einigung statt, wird der Beschluss vom Minister für den öffentlichen Dienst gefasst.

Was die spezifischen Anwerbsprogramme für den Öffentlichen Dienst der Wallonie und eine Einrichtung öffentlichen Interesses betrifft, beantragt der von der Funktion her zuständige Minister die Stellungnahme des Ministers für den öffentlichen Dienst, der über eine Frist von 5 Werktagen verfügt, um seine Stellungnahme abzugeben.

Eine Abschrift des Beschlusses des (der) von der Funktion her zuständigen Minister(s) wird unverzüglich dem Minister für den öffentlichen Dienst übermittelt.

Der bzw. die von der Funktion her zuständige(n) Minister ist/sind für die Akten C, die jede der Einrichtungen öffentlichen Dienstes betreffen, zuständig. Eine Abschrift des Beschlusses des (der) von der Funktion her zuständigen Minister(s) wird unverzüglich dem Minister für den öffentlichen Dienst übermittelt.

Der Minister für den öffentlichen Dienst ist für die Akten D zuständig, die den Öffentlichen Dienst der Wallonie betreffen, nach binnen 5 Werktagen vorgelegter Stellungnahme des (der) von der Funktion her zuständigen Minister(s).

§ 6. Der Minister für den öffentlichen Dienst wird mit der Durchführung der Beschlüsse beauftragt, die von der Regierung bezüglich der gesamten Akten A und B, die den Öffentlichen Dienst der Wallonie betreffen, gefasst worden sind. Der (die) von der Funktion her zuständige(n) Minister wird (werden) mit der Durchführung der Beschlüsse beauftragt, die von der Regierung bezüglich aller Akten B gefasst worden sind.

Der (die) von der Funktion her zuständige(n) Minister wird (werden) mit der Durchführung der Beschlüsse beauftragt, die von der Regierung bezüglich der Akten B gefasst worden sind, die den Öffentlichen Dienst der Wallonie und jede der Einrichtungen öffentlichen Interesses betreffen.

Art. 10 - Wenn die Region entweder an der Gestaltung bzw. der Ausarbeitung einer Politik beteiligt ist oder innerhalb der damit beauftragten Organe bzw. Einrichtungen vertreten ist, legt die Wallonische Regierung die Bestandteile der Politik der Region fest, benennt ihre Vertreter innerhalb dieser Organe bzw. Einrichtungen, erteilt ihnen sämtliche erforderlichen Anweisungen und nimmt ihre Berichte entgegen.

Art. 11 - § 1. Unbeschadet der Vollmachten, die die Regierung ihren Mitgliedern erteilt, ist sie allein befugt, um im Namen der Region eine Stellungnahme oder ein Abkommen für föderale, gemeinschaftliche, europäische oder internationale Behörden oder Organisationen abzugeben, sowie um einen Bericht oder einen Antrag an diese zu richten.

§ 2. Der Ministerpräsident koordiniert alle Verfahren in Sachen Gutachten, Konzertierung, Streitsachen, Vereinigung oder Zusammenarbeit mit dem belgischen Staat, den Teilstaaten oder den europäischen und internationalen Einrichtungen.

Diese Verfahren werden gemeinsam durch den Ministerpräsidenten und den von der Funktion her zuständigen Minister auf dessen Initiative vorbereitet.

§ 3. Die Regierung beschließt über die Entwürfe von Verträgen und Zusammenarbeitsabkommen, die der Ministerpräsident gemeinsam mit dem von der Funktion her zuständigen Minister vorlegt, oder gemeinsam mit dem Minister für internationale Beziehungen, wenn es sich um Entwürfe von Verträgen oder Zusammenarbeitsabkommen internationalen Charakters handelt.

§ 4. Die Verträge und Zusammenarbeitsabkommen werden, bevor sie von der Regierung genehmigt werden, gemeinsam vom Ministerpräsidenten und von dem von der Funktion her betroffenen Minister auf dessen Initiative vorbereitet. Wenn es sich um Entwürfe von Verträgen oder Zusammenarbeitsabkommen internationalen Charakters handelt, werden sie gemeinsam vom Minister für internationale Beziehungen und von dem von der Funktion her betroffenen Minister vorbereitet.

Art. 12 - Unbeschadet der in den Artikeln 7, 14, 15, 16 und 17 vorgesehenen Bestimmungen ist jeder der Minister in seinem jeweiligen Zuständigkeitsbereich für Folgendes befugt:

1° die Beschlüsse in Bezug auf einen Höchstbetrag von 500.000 Euro, wenn der Empfänger im allgemeinen Haushaltsplan genannt ist; andernfalls wird dieser Betrag auf 250.000 Euro verringert. Dieser Betrag wird auf 50.000 Euro gebracht, was die Kommunikations- und Anschlagskampagnen und die Sponsoring-Aktionen betrifft, die dem Kontrollausschuss des Parlaments unterliegen;

2° die Beschlüsse in Bezug auf Ausgaben, die unter Angabe des bzw. der Empfänger in einem von der Wallonischen Regierung beschlossenen Programm eingetragen sind, ohne Begrenzung des Betrags;

3° die Erlasse, durch die Zuschüsse gleich welcher Höhe in Durchführung der in Artikel 7 erwähnten Programme gewährt werden;

4° die Bewilligung von Anreizen, die in Durchführung der Gesetzgebung und der Regelungen bezüglich der wirtschaftlichen und der technologischen Beihilfen gewährt werden und sich auf jegliche Akte beziehen, die Beihilfen unter 3.720.000 Euro betrifft, und über welche die Finanzinspektion eine günstige Stellungnahme abgegeben hat;

Den Mitgliedern der Regierung wird jedoch ein halbjährlicher Bericht mitgeteilt, der die Liste der Betriebe und den Betrag der Anreize angibt, die ihnen in Durchführung der betreffenden Rechtsvorschriften gewährt werden;

5° die Erteilung der Bürgschaft der Region, die gewährt wird in Durchführung der Gesetzgebung und der Regelungen bezüglich der wirtschaftlichen Beihilfen, wenn der zu verbürgende Kredit sich auf einen Höchstbetrag von 2.480.000 Euro beläuft, und bezüglich der technologischen Beihilfen, wenn sie sich auf ein Programm von höchstens 2.480.000 Euro bezieht;

6° die Erlasse, durch welche die aus kommunaler Initiative erstellten Raumordnungspläne und Städtebauordnungen und die aus kommunaler und privater Initiative erstellten Revisionen von Sektorenplänen genehmigt werden;

7° die zusätzlichen Regelungen in Bezug auf die Straßenverkehrsordnung;

8° die Zulassung der Unternehmer;

9° die Gerichtsverfahren, die sowohl als Kläger als auch als Beklagter im Namen der Wallonischen Regierung unternommen werden, und die weitere Behandlung der von der Region zugestellten Gerichtsvollzieherurkunden;

10° die Ausstellung von Bescheinigungen;

11° die Verträge über gütliche Abtretungen, die Quittungen, die Miet- und Pachtverträge und die anderen Rechtsgeschäfte in Bezug auf den Erwerb oder die Abtretung von Immobiliengütern;

12° die Beschlüsse über die Gewährung von vierteljährlichen, gleichwertigen Teilzahlungen zugunsten des Regionalen Amtes für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung ("Office régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi") und des Wallonischen Instituts für die alternierende Ausbildung der Freiberufler und der Klein- und Mittelbetriebe ("Institut wallon de Formation en alternance et des indépendants et des PME");

13° die Ernennung der Mitglieder, die die Arbeitgeber- und Arbeitnehmerorganisationen innerhalb der subregionalen Ausschüsse für die Beschäftigung und Ausbildung ("Comités subrégionaux de l'Emploi et de la Formation") vertreten;

14° die Ernennung der Mitglieder der Arbeitsbeschaffungs-, Ausbildungs- und Unterrichtskommissionen;

15° die Beschlüsse zur Billigung der Begleitverträge und der Darlehen in Ausführung der Gesetzgebung und der Regelung bezüglich der Benutzung des Kontos des C.R.A.C (Regionales Beihilfezentrum für die Gemeinden), so wie sie im seitdem abgeänderten Abkommen vom 30. Juli 1992 gemeint ist, soweit die finanzielle Beteiligung der Region nicht beantragt wird;

16° die Genehmigung der Dreijahresprogramme nach Artikel L3342-6 des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung und ab dem 1. Januar 2005 nach Artikel 7 § 1 des Dekrets vom 29. April 2004 über die subventionierten Arbeiten;

17° die Gewährung der regionalen Bürgschaft für die Anleihen, die das psychiatrische Krankenhaus "Les Marronniers" in Tournai für die Verwirklichung seines Gesellschaftszwecks in den Grenzen seines Investitionsplans aufgenommen hat, unter Vorbehalt des Einverständnisses des Haushaltsministers;

18° die Gewährung der regionalen Bürgschaft für die Anleihen, die für die Krankenhaus- und sozialmedizinischen Gebäude aufgenommen werden, in den Grenzen des im Dekret zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region eingetragenen Betrags in Ausführung des von der Regierung angenommenen Rahmenabkommens über diese Bürgschaft, unter Vorbehalt des Einverständnisses des Haushaltsministers;

19° die Gewährung von Lizenzen für die Ein-, Aus- und Durchfuhr von Waffen, Munitionen und Ausrüstungen, die speziell zu einer militärischen Zweckverwendung oder zur Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung dienen sollen, und der damit verbundenen Technologie sowie von Erzeugnissen und Technologien mit doppeltem Verwendungszweck, unbeschadet der föderalen Zuständigkeit für diejenigen, die die Armee und die Polizei betreffen.

§ 2. Unbeschadet der in den Artikeln 7, 14, 15, 16 und 17 vorgesehenen Bestimmungen,

1° wird dem Minister für lokale Behörden Vollmacht erteilt, um die Ausgaben einzugehen, zu genehmigen und anzuweisen, die zu Lasten der Basisartikel anzurechnen sind, die für den Fonds der Gemeinden (einschließlich der garantierten zusätzlichen Dotationen), dem Fonds der Provinzen, und dem Sonderfonds für Sozialhilfe bestimmt und im Programm 02 des Organisationsbereichs 17 des allgemeinen Haushaltsplans eingetragen werden, sowie der Basisartikel, die für den Regionalfonds für kommunale Investitionen bestimmt und im Programm 12 des Organisationsbereichs 13 des allgemeinen Haushaltsplans eingetragen sind;

2° wird dem Minister für lokale Behörden Vollmacht erteilt für die in den Artikeln L1123-6, L1123-13 und L2112-13 des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung und in Artikel 20 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren festgelegten Zuständigkeiten, einschließlich der Anhörung aber ausschließlich der Verkündung der Disziplinarstrafe. Im Rahmen der Untersuchung der Disziplinarakten kann der Minister für lokale Behörden an den örtlich zuständigen Gouverneur appellieren, außer wenn Letzterer die Disziplinaruntersuchung veranlasst hat;

3° wird dem Minister für Gesundheit Vollmacht erteilt, um die Ausgaben einzugehen, zu genehmigen und anzuweisen, die zu Lasten der Basisartikel der Klasse zugunsten des LIKIV und von Famifed anzurechnen sind, im Rahmen der Zuständigkeiten, die durch das Sondergesetz vom 6. Januar 2014 betreffend die Sechste Staatsreform übertragen wurden.

Art. 13 - Die Einrichtungen öffentlichen Interesses und die ihnen gleichgestellten Einrichtungen, die in den Medien Kommunikationskampagnen durchführen möchten, müssen im Voraus, vor jeglicher Einführung eines Lastenheftes oder bevor jegliche Verpflichtung eingegangen wird, die Zustimmung ihres Aufsichtsministers einholen, wenn die Kosten für die Kampagne oder die Maßnahme 50.000 Euro einschließlich der Mehrwertsteuer übertreffen. Wenn der Betrag 250.000 Euro einschließlich der Mehrwertsteuer übertrifft, muss zudem die Regierung darüber informiert werden.

Dem Sponsoring der Einrichtungen öffentlichen Interesses und der ihnen gleichgestellten Einrichtungen, die der Region unterstellt sind, wird ein Ende gesetzt, außer wenn die Regierung eine Abweichung gewährt, weil ein direkter Zusammenhang mit ihrer Aktivität besteht. Jährlich wird dem Parlament die Liste der Abweichungen übermittelt, mit Angabe des Empfängers, des Betrags und der Begründung des Zusammenhangs mit der Aktivität der Struktur.

Art. 14 - § 1. Die Regierung wählt das Verfahren für die Vergabe von öffentlichen Aufträgen im Sinne von Artikel 169 Absatz 1 des Gesetzes vom 17. Juni 2016 über die öffentlichen Aufträge, deren Wert über die in der nachstehenden Tabelle angeführten Beträge veranschlagt ist:

	Offenes Verfahren Beschränktes Verfahren Wettbewerblicher Dialog	Verhandlungsverfahren Verhandlungsverfahren mit vorheriger Bekanntmachung	Verhandlungsverfahren ohne vorherige Bekanntmachung
Bau- und Arbeitsleistungen	8.550.000 €	1.850.000 €	570.000 €
Lieferungen	5.700.000 €	570.000 €	290.000 €
Dienstleistungen	1.715.000 €	290.000 €	145.000 €

§ 2. Die Regierung vergibt den Auftrag, wenn der abgeschätzte Auftragspreis unter dem in § 1 bestimmten entsprechenden Betrag liegt, während der Betrag des zu genehmigenden Angebots diesen Betrag jedoch um mehr als 15% übersteigt.

§ 3. Die Vergabe von öffentlichen Baukonzessionen, deren abgeschätzte Beträge ausschl. MwSt. den in § 1 festgelegten Beträgen entsprechen, unterliegt ebenfalls der Zustimmung der Regierung.

§ 4. Jeder Entwurf einer Vereinbarung, die dazu führen kann, dass die Wallonische Region oder eine von der hierarchischen Obrigkeit eines Ministers abhängende Einrichtung in Sachen Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen oder Dienstleistungen und im Rahmen der in § 1 angeführten Schwellen Verbindlichkeiten eingeht, bedarf ebenfalls der Zustimmung der Regierung.

§ 5. Für die Berechnung der in § 1 vorgesehenen Schwellen gibt es Anlass, die gesamte Ausgabe, die sich aus dem Vereinbarungsentwurf ergibt, zu berücksichtigen.

Art. 15 - In den in Artikel 42 § 1 Ziffer 1 Buchstabe b und Artikel 124 § 1 Ziffer 5 des Gesetzes vom 17. Juni 2016 über die öffentlichen Aufträge erwähnten Fällen wird der Beschluss der Regierung durch den Beschluss des Ministerpräsidenten ersetzt, soweit er aufgrund der Dringlichkeit nicht vorher gefasst werden konnte.

In diesem Fall hat der von der Funktion her zuständige Minister die Regierung unverzüglich darüber zu informieren.

Die angeführte Dringlichkeit muss begründet werden.

Art. 16 - In Abweichung von Artikel 14 wird die Zustimmung der Regierung in folgenden Fällen nicht erfordert:

1° bei öffentlichen Aufträgen, die durch ein beschränktes Verfahren zu vergeben sind, wenn dieses Verfahren die Folge eines offenen Verfahrens ist, für welches die vorherige Zustimmung der Regierung eingeholt worden ist, aber dem keine Folge geleistet werden konnte aufgrund nebensächlicher Schwierigkeiten in der Auslegung entweder der Bestimmungen des Sonderlastenheftes oder der eingereichten Angebote.

Im Sonderlastenheft dürfen nur diejenigen Anpassungen gemacht werden, die aufgrund der vorerwähnten Schwierigkeiten unbedingt notwendig geworden sind;

2° bei öffentlichen Aufträgen, die in den in Artikel 42 § 1 Ziffer 1 Buchstabe c und Ziffer 5, Artikel 38 § 1 Ziffer 2 und Artikel 124 § 1 Ziffer 2, Ziffer 9, Ziffer 10 und Ziffer 12 des Gesetzes vom 17. Juni 2016 über die öffentlichen Aufträge erwähnten Fällen durch ein Verhandlungsverfahren zu vergeben sind;

3° im Rahmen von zwangsweise zu treffenden Maßnahmen für die mit einem bzw. mehreren Dritten auf Rechnung eines säumigen Auftragnehmers abzuschließenden öffentlichen Aufträge;

4° für die Aufträge, die auf der Grundlage von Artikel 42 § 1 Ziffer 2 durch ein Verhandlungsverfahren vergeben werden.

Art. 17 - Die Mitglieder der Wallonischen Regierung, die Verwaltungen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und die Einrichtungen öffentlichen Interesses, die unter der hierarchischen Aufsicht eines Ministers der Regierung stehen, verwenden für die Vergabe der sie betreffenden öffentlichen Aufträge das Portal der öffentlichen Aufträge der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft.

Jedes Mitglied der Regierung gewährleistet in seinem jeweiligen Bereich, dass die juristischen Personen öffentlichen Rechts, die von der Funktion her seiner Zuständigkeit unterstehen, dieses Portal für die sie betreffenden der öffentlichen Aufträge verwenden.

Art. 18 - Der Betrag der öffentlichen Aufträge ist je nach Fall gemäß den Regeln festzulegen, die in Artikel 7 des Königlichen Erlasses vom 18. April 2017 über die Vergabe öffentlicher Aufträge in den klassischen Bereichen oder in Artikel 7 des Königlichen Erlasses vom 18. Juni 2017 über die Vergabe öffentlicher Aufträge in den Sonderbereichen bestimmt sind.

Im Fall von zusätzlichen Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen oder Dienstleistungen im Sinne der Artikel 38/1 und 38/2 des Königlichen Erlasses vom 14. Januar 2013 zur Festlegung der allgemeinen Regeln für die Ausführung öffentlicher Aufträge und öffentlicher Baukonzessionen wird der Betrag des Hauptauftrags ebenfalls in Betracht genommen.

Art. 19 - Unbeschadet der anderen Bestimmungen, die im vorliegenden Erlass vorgesehen sind, sind die Minister in ihrem jeweiligen Zuständigkeitsbereich befugt, um die Gesetze, Dekrete, Erlasse, Verordnungen und Rundschreiben anzuwenden.

Für die Angelegenheiten, die in den Zuständigkeitsbereich mehrerer Minister fallen, beginnt die Konzertierung bereits bei dem Entwurf der Vorschläge im Hinblick auf eine gemeinsame Ausarbeitung.

Art. 20 - § 1. Die Einreichung der Akten bezüglich der Europäischen Fonds bei der Regierung fällt in den Zuständigkeitsbereich des Ministerpräsidenten. Diese Akten werden gemeinsam durch den Ministerpräsidenten und den bzw. die von der Funktion her zuständigen Minister vorbereitet. Der Ministerpräsident führt zudem den Vorsitz in den verschiedenen technischen und finanziellen Ausschüssen und in den Begleitausschüssen.

§ 2. Jeder Beschluss zur Mittelaufwendung im Rahmen eines Europäischen Fonds oder zu ihrer belgischen Kofinanzierung oder im Rahmen eines Impulsfonds wird dem Ministerpräsidenten unverzüglich mitgeteilt.

Art. 21 - Jeder Minister tätigt und genehmigt die Enteignungen, die für die Ausübung seiner Zuständigkeiten notwendig sind, indem er die Spezifität der behandelten Angelegenheit gegenüber den Maßnahmen der allgemeinen Aufsicht gemäß Artikel 7 des Sondergesetzes zur Reform der Institutionen vom 8. August 1980 hervorhebt.

Art. 22 - Auf Vorschlag des Haushaltsministers beglaubigt die Regierung die Finanzinspektoren; sie bestimmt zudem, wie sie bei ihren Mitgliedern eingesetzt werden.

Art. 23 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Juli 2014 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung wird aufgehoben.

Art. 24 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Unterzeichnung in Kraft.

Art. 25 - Die Minister werden jeder in ihrem jeweiligen Zuständigkeitsbereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 3. August 2017

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Die Vizepräsidentin und Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit,
den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung
A. GREOLI

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation, digitale Technologien,
Beschäftigung und Ausbildung
P-Y. JEHOLET

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität,
Transportwesen, Tierschutz und Gewerbegebiete
C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen
J-L. CRUCKE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus, Denkmalschutz,
und Vertreter bei der Großregion
R. COLLIN

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen
V. DE BUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2017/12974]

3 AUGUSTUS 2017. — Besluit van de Waalse Regering tot regeling van de werking van de Regering

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd, inzonderheid op artikel 68, lid 1;

Gelet op decreet I van 7 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest;

Gelet op decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet van 11 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie overgedragen wordt;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 2 augustus 2017;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 2 augustus 2017;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het besluit van de Waalse Regering van 24 juli 2014 tot regeling van de werking van de Regering niet meer van toepassing kan zijn op de huidige Regering;

Overwegende dat de Regering in staat dient te worden gesteld om zo doeltreffend mogelijk te werken;

Overwegende dat deze bepalingen daarvoor zo spoedig mogelijk in werking dienen te treden;

Op de voordracht van de Minister-President,

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Onverminderd de delegaties die de Regering aan haar leden toekent, beraadslaagt de Regering op collegiale wijze volgens de consensusprocedure en bepaalt haar beleid in de materies die onder de bevoegdheid van het Gewest vallen.

Art. 2. § 1. De Regering beraadslaagt rechtsgeldig over de geagendeerde punten als meer dan de helft van haar leden aanwezig is, waarbij elke politieke fractie die de meerderheid vormt vertegenwoordigd is.

§ 2. De Minister-President stelt de agenda vast.

§ 3. Behoudens behoorlijk aangetoonde dringende noodzakelijkheid worden niet geagendeerd :

- de punten waarvoor het advies van de Inspectie van Financiën niet bijgevoegd is, behalve in de gevallen waarin haar advies niet vereist wordt of waarin ze het niet uitgebracht heeft binnen tien kalenderdagen na ontvangst van het volledige dossier;

- de punten waarvoor het advies van de Cel Financiële Informatie niet bijgevoegd is, behalve in de gevallen waarin haar advies niet vereist wordt of als de Cel Financiële Informatie zijn advies niet uitgebracht heeft binnen tien kalenderdagen na ontvangst van het volledige dossier;

- de punten waarvoor het advies van de Minister van Ambtenarenzaken, aangevraagd vijf werkdagen voor agendering, niet bijgevoegd is, behalve in de gevallen waarin zijn advies niet vereist wordt of waarin hij het niet uitgebracht heeft binnen vijf kalenderdagen na ontvangst van het volledige dossier;

- de punten waarvoor het akkoord van de Minister van Begroting, aangevraagd vijf werkdagen voor agendering, niet bijgevoegd is, behalve in de gevallen waarin het niet vereist wordt;

- de punten waarvoor het advies van de specifieke administratieve cel " duurzame ontwikkeling " niet bijgevoegd is, behalve in de gevallen waarin het niet vereist wordt of waarin de cel het niet uitgebracht heeft binnen tien kalenderdagen na ontvangst van het volledige dossier;

- de punten waarvoor het advies van LEGISA, uitgebracht door de Directie Juridische Ondersteuning van het Secretariaat-generaal, niet bijgevoegd is, behalve in de gevallen waarin het niet vereist wordt of waarin zij het niet uitgebracht heeft binnen tien kalenderdagen na ontvangst van het volledige dossier of binnen de twintig dagen indien het een ontwerp van wetboek betreft.

§ 4. De niet-geagendeerde punten worden niet in overweging genomen, behoudens behoorlijk verantwoorde dringende noodzakelijkheid.

§ 5. Een Minister kan elke zaak die onder de bevoegdheid van een andere Minister valt, ter sprake brengen.

§ 6. Een lid wiens afwezigheid gerechtvaardigd is, kan vóór de vergadering verzoeken om de verdaging van de bespreking van een punt.

Art. 3. § 1. De Waalse Regering beraadslaagt over elk ontwerp-decreet en elk ontwerp van regelgevend besluit, behoudens door de Waalse Regering verleende machtiging.

De Regering kan, op voorstel van haar Minister-President, een Minister van de Franse Gemeenschapsregering uitnodigen om haar zitting bij te wonen. De uitgenodigde Minister heeft de hoedanigheid van geassocieerde Minister en wordt niet in aanmerking genomen voor de beraadslagingsregels bedoeld in artikel 2.

§ 2. De Waalse Regering beraadslaagt over elk voorstel van decreet opgenomen op de agenda van een Commissie van het Waals Parlement en kan over de amendementsvoorstellen beraadslagen.

Art. 4. § 1. De Regering neemt elk ontwerp van decreet betreffende de begroting van het Waalse Gewest aan en regelt de bestemming van de kredieten die de uitgaven van het Waalse Gewest moeten dekken.

§ 2. Elk kwartaal maakt de Minister van Begroting een volledig begrotingsoverzicht zowel voor wat betreft de vastleggingen en de ordonnanceringen als voor de ontvangsten en de uitgaven aan elk lid van de Waalse Regering over.

§ 3. Elk kwartaal en voor aanneming van elk begrotingsdecreet door de Regering wordt er door de Directeur-generaal van het Overkoepelend Directoraat-generaal Begroting, Logistiek en Informatietechnologieën en Communicatie een verslag van het monitoringscomité aan elk lid van de Regering overgemaakt.

§ 4. Elke Minister heeft rechtstreeks toegang tot de boekhouding der vastleggingen en vereffeningen wat betreft de aangelegenheden die onder zijn bevoegdheden vallen.

De Minister-President en de Vice-Minister-Presidenten hebben rechtstreeks toegang tot de boekhouding van alle vastleggingen en vereffeningen.

§ 5. Elk kwartaal wordt door de Minister van Begroting een volledige budgettaire toestand voor de basisallocaties en de programma's die gekenmerkt worden als overeenstemmend met de perimeter van het " plan Marshal 2022 ", wat de vastleggingen en de vereffeningen betreft, overgemaakt aan elk lid van de Regering. De toestand bevat een bijlage die betrekking heeft op de investeringsprogramma's.

§ 6. Halfjaarlijks maakt de bevoegde vakminister voor elke openbare instelling een toestand over betreffende de eventuele investeringsprogramma's van de instelling.

Art. 5. Indien het niet mogelijk is om de bepalingen betreffende de herverdeling van de basisallocaties ten uitvoer te leggen, wordt de Minister van Begroting ermee belast, samen met de bevoegde vakminister, het ontwerp van beraadslaging uit te werken en over te leggen met het oog op de machtiging van de vastlegging, de ordonnanciering en de betaling van de uitgaven bij overschrijding van de gestemde kredieten.

Art. 6. De Regering beraadslaagt over elk ontwerp of voorstel tot oprichting, decentralisering, deconcentratie of herstructurering van de openbare diensten, organen en instellingen die belast zijn met de uitvoering van het gewestelijk beleid, met inbegrip van de organen die enkel of gedeeltelijk werken met subsidies ten laste van de begroting van het Waalse Gewest.

Art. 7. Over de materiële investeringsprogramma's die één of verschillende jaren dekken, en meer bepaald de programma's die in het kader van een alternatieve financiering of een privaat-publieke samenwerking passen, wordt door de Regering beraadslaagd.

In die programma's worden o.a. het bedrag van de tegemoetkomingen en subsidies of de raming van de werken, leveringen en diensten, de bestemming ervan en, desgevallend, de begunstigden, evenals een meerjarige programmatie in ESR-termen, nauwkeurig aangegeven. In voorkomend geval wordt het advies van het Instituut der Nationale Rekeningen aangevraagd en bij het aan de Regering voorgelegde dossier gevoegd.

Art. 8. Elke omzendbrief met een algemene draagwijdte wordt medeondertekend door de Minister-President.

Elke omzendbrief met een algemene draagwijdte wordt onverwijld door de auteur ervan aan de overige regeringsleden overgemaakt.

Art. 9. § 1. Voor de toepassing van dit artikel betreffende de Ambtenarenzaken wordt verstaan onder :

- dossiers A :

1° de besluiten tot organisatie of reglementering;

2° de toekenning van machtigingen in personeels- en begrotingsaangelegenheden voor wat de Waalse Overheidsdienst betreft;

3° de personeelsformaties van de Waalse Overheidsdienst;

4° het algemene organogram van de Waalse Overheidsdienst;

5° elke akte die verband houdt met de mandaatregeling die uitdrukkelijk regeringsbevoegdheid is overeenkomstig de bepalingen van boek II van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

- dossiers B :

1° de toekenning van andere machtigingen aan ambtenaren;

2° de personeelsformaties van de instellingen van openbaar nut;

3° het vacant verklaren van betrekkingen van niet-mandaatvoerende experten inspecteur-generaal, directeur en van staffuncties in de rang A5;

4° de bevorderingen tot de graad van directeur en tot de staffuncties in rang A5, evenals de toekenning van hogere functies voor die betrekkingen met inachtneming van de omzendbrief over de toekenning van hogere functies;

5° de eindbeslissingen volgend op de adviezen die uitgebracht zijn door de kamers van beroep, voor de betrekkingen van een hogere rang dan A5;

6° de wijzigingen in het specifieke organogram van een Directoraat-generaal van de Waalse Overheidsdienst;

- dossiers C : de andere bestuurlijke beslissingen die verband houden met het personeel, met uitzondering van de beslissingen waarvoor een machtiging aan ambtenaren is verleend;

- dossiers D : de uitwerking van algemene wervingprogramma's.

§ 2. De secretaris-generaal, de directeurs-generaal en de leidend ambtenaren van de openbare instellingen maken elk dossier waarvan sprake in § 1 tegelijkertijd over aan de Minister-President, de Minister van Ambtenarenzaken en de bevoegde vakminister(s). Bovendien maken ze de in § 1 bedoelde dossiers A tegelijkertijd over aan de Minister van Begroting.

De Minister die het dossier in ontvangst neemt, beschikt over een termijn van vijftien werkdagen om advies uit te brengen aan zijn collega die bevoegd is om het dossier aan de Regering voor te leggen of om te beslissen. Na afloop van deze termijn, wordt het advies geacht gunstig te zijn.

In geval van uiteenlopende adviezen wordt binnen tien werkdagen overleg gepleegd bij de Minister van Ambtenarenzaken. Indien er geen overeenstemming bereikt wordt, wordt het dossier op de regeringsvergadering besproken.

§ 3. Onverminderd de door de administratie te nemen initiatieven mogen de instructies die nodig zijn voor de voorbereiding van de beslissingen, gegeven worden door :

- wat de Dossiers A betreft, de Minister van Ambtenarenzaken voor de Waalse Overheidsdienst of de Minister van Ambtenarenzaken, op eigen initiatief of op verzoek van de bevoegde vakminister(s) voor de openbare instellingen;

- wat de Dossiers B en C betreft, de bevoegde vakminister(s), waarbij de Minister van Ambtenarenzaken onverwijld ingelicht wordt, of op verzoek van de Minister van Ambtenarenzaken, voor de Waalse Overheidsdienst en de bevoegde vakminister(s) voor de openbare instellingen;

- - wat de dossiers D betreft, de Minister van Ambtenarenzaken.

De Minister van Ambtenarenzaken zorgt voor de samenhang van de administratieve toestanden van de personeelsleden.

§ 4. De Dossiers A worden door de Minister van Ambtenarenzaken aan de Regering voorgelegd.

De dossiers B betreffende de Waalse Overheidsdienst worden door de bevoegde vakminister(s) na eensluidend advies van de Minister van Ambtenarenzaken, uitgebracht binnen een termijn van vijf werkdagen, aan de Regering voorgelegd.

Voor de tuchtprocedures kan de vakminister bij een negatief advies van de Minister van Ambtenarenzaken na een voorstel voorgelegd door eerstgenoemde het dossier aan de Regering voorleggen om aanvullende uitleg te verkrijgen.

De dossiers B betreffende de openbare instellingen worden door de bevoegde vakminister(s) voorgelegd aan de Regering.

§ 5. Onverminderd de bepalingen van de §§ 3 en 4 is enkel de Regering voor de A- en de Dossiers B bevoegd.

Onverminderd de bepalingen van paragraaf 3 is (zijn) de vakminister(s) bevoegd voor de dossiers C betreffende de Waalse Overheidsdienst na voorstel van de administratie. Als de Minister het voorstel van de administratie niet volgt of geen beslissing neemt, wordt bij de Minister van Ambtenarenzaken overleg gepleegd. Bij gebreke van een akkoord wordt de beslissing genomen door de Minister van Ambtenarenzaken.

Voor wat de specifieke wervingsprogramma's voor de Waalse Overheidsdienst en een openbare instelling betreft, wint de vakminister het advies van de Minister van Ambtenarenzaken in, die over een termijn van vijf werkdagen beschikt om advies uit te brengen.

Een afschrift van de beslissing van de vakminister(s) wordt onverwijld aan de Minister van Ambtenarenzaken overgemaakt.

De bevoegde vakminister(s) is (zijn) bevoegd voor de dossiers C elk wat elke openbare instelling betreft. Een afschrift van de beslissing van de vakminister(s) wordt onverwijld aan de Minister van Ambtenarenzaken overgemaakt.

De Minister van Ambtenarenzaken is bevoegd voor de dossiers D betreffende de Waalse Overheidsdienst, na advies van de vakminister(s), uitgebracht binnen een termijn van vijf werkdagen.

§ 6. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van de beslissingen van de Regering over alle dossiers A betreffende de Waalse Overheidsdienst. De bevoegde vakminister(s) is (zijn) belast met de uitvoering van de beslissingen van de Regering over alle dossiers B.

De bevoegde vakminister(s) is (zijn) belast met de uitvoering van de beslissingen van de Regering over alle dossiers B betreffende de Waalse Overheidsdienst en elke openbare instelling.

Art. 10. Wanneer het Gewest ofwel betrokken wordt bij het ontwerp of de uitwerking van een beleidslijn ofwel in daarmee belaste organen of instellingen vertegenwoordigd is, worden de bestanddelen van het gewestelijk beleid door de Waalse Regering, die de vertegenwoordigers van het Gewest bij die organen of instellingen aanwijst, hen elk nodige richtlijn verstrekt en hun verslagen ontvangt.

Art. 11. § 1. Onverminderd de machtigingen die ze aan haar leden verleent, is alleen de Regering bevoegd om namens het Gewest een advies of een akkoord te geven ten behoeve van de federale, Gemeenschaps-, Europese of internationale overheden of instellingen, alsook om bij dezen een verslag of een verzoek in te dienen.

§ 2. De Minister-President coördineert elke procedure inzake adviesverlening, overlegpleging, geschillen, vereniging of samenwerking met de federale overheid, de deelstaten of de Europese en internationale instellingen.

De voorbereidingen van die procedures worden gezamenlijk door de Minister-President en de bevoegde vakminister getroffen.

§ 3. De Regering beraadslaagt over de ontwerp-verdragen en de ontwerpen van samenwerkingsakkoorden op voorstel van de Minister-President, samen met de bevoegde vakminister en met de Minister van Buitenlandse Betrekkingen indien het gaat om ontwerp-verdragen of ontwerpen van samenwerkingsakkoorden met een internationaal karakter.

§ 4. Vóór zij door de Waalse Regering worden goedgekeurd, worden de verdragen en samenwerkingsakkoorden gezamenlijk voorbereid door de Minister-President en de bevoegde vakminister, op initiatief van laatstgenoemde, gezamenlijk door de Minister van Buitenlandse Betrekkingen en de bevoegde vakminister indien het gaat om ontwerp-verdragen of ontwerpen van samenwerkingsakkoorden met een internationaal karakter.

Art. 12. § 1. Onverminderd de bepalingen bedoeld in de artikelen 7, 14, 15, 16 en 17 worden aan elke Minister, elk wat zijn bevoegdheden betreft, machtigingen verleend :

1° voor de beslissingen betreffende een maximumbedrag van 500.000 euro indien de begunstigde in de algemene begroting aangewezen is; in het tegenovergestelde geval wordt dat bedrag teruggebracht tot 250.000 euro; Dat bedrag wordt tot 50.000 euro teruggebracht wat betreft de communicatie-, aanplakcampagnes en sponsoringsacties voorgelegd aan de Controlecommissie van het Parlement;

2° zonder beperking van bedrag, de beslissingen betreffende de uitgaven uitgetrokken op een beraadslaagd programma van de Waalse Regering met vermelding van de begunstigde(n);

3° de besluiten tot toekenning van de subsidies, ongeacht het bedrag ervan, ter uitvoering van de programma's bedoeld in artikel 7;

4° de toekenning van de voordelen die verleend worden ter uitvoering van de wet- en regelgeving over de economische expansie en de technologische tegemoetkomingen betreffende elk dossier dat verband houdt met tegemoetkomingen waarvan het bedrag lager is dan 3.720.000 euro en waarvoor de Inspectie van Financiën een gunstig advies uitgebracht heeft.

Er wordt evenwel een halfjaarverslag met een lijst van de ondernemingen en het bedrag van de hen ter uitvoering van de relevante wetgeving verleende voordelen aan de leden van de Regering medegedeeld;

5° het verlenen van de gewestelijke waarborg die toegestaan wordt ter uitvoering van de wet- en regelgeving over de economische expansie indien het te waarborgen krediet betrekking heeft op een maximumbedrag van 2.480.000 euro en de technologische tegemoetkomingen indien ze betrekking heeft op een maximumprogramma van 2.480.000 euro;

6° de besluiten tot goedkeuring van de plannen van aanleg en de stedenbouwkundige verordeningen op gemeentelijk initiatief ;

7° de aanvullende politiereglementen voor het wegverkeer;

8° de erkenning van aannemers;

9° de rechtsvorderingen ingesteld als eiser en als verweerder in naam van de Waalse Regering, de bestemming van de aan het Gewest betekende deurwaardersexploten;

10° de afgifte van getuigschriften;

11° de contracten van minnelijke overdracht, de kwijtingen, de huurovereenkomsten en andere akten betreffende de aankoop of de overdracht van onroerende goederen;

12° de beslissingen i.v.m. de toekenning van gelijkwaardige driemaandelijke tranches aan de "Office régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Gewestdienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), aan het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et des indépendants et petites et moyennes entreprises" (Waalse instituut voor alternerende opleiding en de zelfstandigen en de K.M.O.'s);

13° de benoeming binnen de subregionale comités voor arbeidsbemiddeling en vorming van de leden die de werkgevers- en werknemersorganisaties vertegenwoordigen;

14° de benoeming van de leden van de commissies tewerkstelling-vorming-onderwijs;

15° de beslissingen houdende goedkeuring van de begeleidingsovereenkomsten en de leningen in uitvoering van de wetgeving en de reglementering betreffende het gebruik van de C.R.A.C.-rekening waarvan sprake in de overeenkomst van 30 juli 1992, zoals gewijzigd, voorzover de financiële tegemoetkoming van het Gewest niet wordt gevraagd;

16° de goedkeuring van de driejarenprogramma's bedoeld in artikel L3342-6 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie en bedoeld in artikel 7, § 1, van het decreet van 29 april 2004 betreffende de gesubsidieerde werken vanaf 1 januari 2005;

17° de toekenning van de gewestelijke waarborg voor leningen die het psychiatrische ziekenhuis "Les Marronniers" te Doornik met de instemming van de Minister van Begroting binnen de perken van hun investeringsbegroting aangaat om zijn doel te verwezenlijken mits instemming van de Minister van Begroting;

18° de toekenning van de gewestelijke waarborg voor leningen die de ziekenhuizen en de medisch-sociale inrichtingen met de instemming van de Minister van Begroting aangaan binnen de perken van het bedrag waarvan sprake in het decreet houdende de algemene uitgavenbegroting, overeenkomstig de door de Regering goedgekeurde raamovereenkomst betreffende die waarborg en mits instemming van de Minister van Begroting;

19° het toekennen van licenties en vergunningen voor de in-, de uit- en de doorvoer van wapens, munitie en materieel die in het bijzonder bestemd zijn voor een militair gebruik, voor de ordehandhaving en van de daarmee verband houdende technologie, evenals van de producten en technologieën voor beide doeleinden, onverminderd de federale bevoegdheid voor die met betrekking tot leger en politie.

§ 2. Onverminderd de bepalingen bedoeld in de artikelen 7, 14, 15, 16 en 17 wordt machtiging verleend :

1° aan de Minister van Plaatselijke Besturen om de uitgaven die toegerekend worden op de basisallocaties bestemd voor het Fonds der Gemeenten en Provincies, met inbegrip van de gewaarborgde aanvullende dotaties, het Fonds der Provincies en het speciaal Fonds voor maatschappelijke hulp, uitgetrokken op programma 02 van organisatie-afdeling 17 van de algemene begroting, evenals op de basisartikelen bestemd voor het gewestelijk fonds voor de gemeentelijke investeringen uitgetrokken op programma 12 van organisatie-afdeling 13 van de algemene begroting, vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen;

2° aan de Minister van Plaatselijke Besturen voor de bevoegdheden bepaald bij de artikelen L1123-6, L1123-13 en L2112-13 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie en bij artikel 20 van de wet van 8 juli 1976 tot organisatie van de OCMW's, met inbegrip van het horen maar behoudens de uitspraak van de tuchtstraf. In het kader van de behandeling van de tuchtdossiers kan de Minister van Plaatselijke Besturen een beroep doen op de territoriaal bevoegde Gouverneur, behalve als laatstgenoemde aan de oorsprong van het tuchtonderzoek ligt;

3° aan de Minister van Gezondheid om de uitgaven toegerekend op de basisartikelen van klasse 45 ten gunste van RIZIV en Famifed vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen in het kader van de overgedragen bevoegdheden bij de wet van 6 januari 2014 betreffende de Zesde Staatshervorming.

Art. 13. De openbare instellingen en daarmee gelijkgestelden die mediacommunicatiecampagnes wensen te krijgen moeten voorafgaandelijk de instemming van hun toezichhoudend Minister krijgen als het bedrag van de campagne of de actie 50.000 euro btw meegerekend overschrijdt voordat er een bestek of een verbintenis opgesteld wordt. Als het bedrag 250.000 euro, btw meegerekend, overschrijdt, moet de Regering overigens erover ingelicht worden.

Er zal een einde worden gesteld aan de sponsoring van de openbare instellingen en daarmee gelijkgestelden die van het Gewest afhangen, behoudens afwijking van de Regering om reden dat dit rechtstreeks verband houdt met de activiteit ervan. De lijst van de afwijkingen met vermelding van de begunstigde, het bedrag en de motivering van het verband met de activiteit van de structuur wordt jaarlijks aan het Parlement overgemaakt.

Art. 14. § 1. De Regering kiest de gunningswijze van de overheidsopdrachten bedoeld in artikel 169, eerste lid, van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten van aanneming van werken, leveringen en diensten waarvan het geraamde bedrag hoger is dan de hiernavermelde bedragen :

	Open aanbesteding Beperkte aanbesteding Competitieve dialoog	Concurrentieprocedure met onderhandeling Onderhandelingsprocedure met voorafgaandelijke bekendmaking	Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking
Werken	8.550.000 €	1.850.000 €	570.000 €
Leveringen	5.700.000 €	570.000 €	290.000 €
Diensten	1.715.000 €	290.000 €	145.000 €

§ 2. De Regering gunt de opdracht wanneer het geraamde bedrag ervan lager is dan het overeenstemmende bedrag, vastgesteld in § 1 maar het bedrag van de goed te keuren offerte dat bedrag met meer dan vijftien percent overschrijdt.

§ 3. De instemming van de Regering wordt ook vereist voor de gunning van concessies van openbare werken waarvan de exclusief btw geraamde bedragen overeenstemmen met die bedoeld in § 1.

§ 4. Elke ontwerp-overeenkomst die de verbintenis van het Waalse Gewest of van een instelling die onder het hiërarchisch gezag van een Minister staat, inzake aanneming van werken, leveringen of diensten in het kader van de perken bedoeld in § 1, tot gevolg kan hebben, dient eveneens ter goedkeuring aan de Regering te worden voorgelegd.

§ 5. Voor de berekening van de grensbedragen bedoeld in § 1 dient de gehele uitgave voortvloeiend uit de ontwerp-overeenkomst in overweging te worden genomen.

Art. 15. In de gevallen bedoeld in de artikelen 42, § 1, 1°, b, en 124, § 1, 5°, van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten wordt in plaats van de instemming van de Regering de instemming van de Minister-President vereist, voorzover ze niet vooraf verkregen kan worden wegens dringende noodzakelijkheid.

Het behoort in dat geval de bevoegde Minister toe er onverwijld de Regering over in te lichten.

De ingeroepen dringende noodzakelijkheid dient verantwoord te worden.

Art. 16. In afwijking van artikel 14 is de instemming van de Waalse Regering niet vereist :

1° voor de gunning van overheidsopdrachten volgens de beperkte aanbesteding, als deze procedure voortvloeit uit een openbare aanbesteding waarvoor de Regering haar instemming heeft gegeven maar waaraan geen gevolg kon worden gegeven wegens een geringe problematische interpretatie, hetzij van de bepalingen van het bestek, hetzij van de ingediende offertes.

In het bestek mogen slechts wijzigingen worden aangebracht die strikt noodzakelijk zijn wegens voormelde problemen;

2° voor de gunning van overheidsopdrachten volgens de onderhandelingsprocedure in de gevallen bedoeld in de artikelen 42, § 1, 1°, c, 5°, 38, § 1, 2°, en 124, § 1, 2°, 9°, 10° en 12°, van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

3° in het kader van de maatregelen van ambtswege, voor overheidsopdrachten die met één of meer derden gesloten moeten worden voor rekening van een in gebreke gebleven aannemer;

4° voor de overheidsopdrachten gegund via de onderhandelingsprocedure krachtens artikel 42, § 1, 2°.

Art. 17. De leden van de Waalse Regering, de administraties van de Waalse Overheidsdienst en de openbare instellingen die onder het hiërarchische gezag van een Minister van de Regering staan, maken gebruik van het Portaal van de Overheidsopdrachten van het Waalse Gewest en van de Franse Gemeenschap voor de gunning van de overheidsopdrachten die hen aangaan.

Elk lid van de Regering zorgt ervoor, wat hem betreft, dat de publiekrechtelijke rechtspersonen die functioneel onder zijn bevoegdheid ressorteren gebruik maken van dat portaal voor de gunning van de overheidsopdrachten die hen aanbelangen.

Art. 18. Het bedrag van de overheidsopdrachten moet, al naar gelang van het geval, geraamd worden volgens de regels bedoeld in artikelen 7 van het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren of in artikel 7 van het koninklijk besluit van 18 juni 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de speciale sectoren.

In geval van gunning van bijkomende werken, leveringen of diensten bedoeld in de artikelen 38/1 en 38/2 van de wet van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, wordt het bedrag van de hoofdopdracht eveneens in aanmerking genomen.

Art. 19. Voor de materies die tot hun bevoegdheden behoren, hebben de Ministers machtiging om de wetten, decreten, besluiten, reglementen en omzendbrieven toe te passen, onverminderd de andere bepalingen van dit besluit.

Voor de aangelegenheden die onder de bevoegdheden van verschillende Ministers vallen, wordt overleg gepleegd vanaf de uitwerkingsfase van de voorstellen met het oog op de gezamenlijke eindafwerking.

Art. 20. § 1. De Minister-President is bevoegd om de dossiers i.v.m. de Europese fondsen aan de Waalse Regering over te maken. Die dossiers worden gezamenlijk voorbereid en medeondertekend door de Minister-President en de bevoegde vakminister(s). Daarenboven neemt de Minister-President het voorzitterschap van de verschillende technische, financiële en opvolgingscomités waar.

§ 2. Elke beslissing tot vastlegging betreffende een Europees fonds of de Belgische cofinanciering ervan of een impulsfonds wordt onmiddellijk aan de Minister-President betekend.

Art. 21. Elke Minister vervolgt en vergunt de onteigeningen die nodig zijn voor de uitoefening van zijn bevoegdheden, waarbij de eigenheid van de behandelde aangelegenheid tegenover de maatregelen van algemeen toezicht als bedoeld in artikel 7 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen aangevoerd wordt.

Art. 22. De Regering accrediteert de inspecteurs van Financiën en stelt hen bij haar leden aan op de voordracht van de Minister van Begroting.

Art. 23. Het besluit van de Waalse Regering van 24 juli 2014 tot regeling van de werking van de Regering wordt opgeheven.

Art. 24. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Art. 25. De Ministers zijn, elk wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 augustus 2017.

De Minister-President,
W. BORSUS

De Vice-President en Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen,
Ambtenarenzaken en administratieve vereenvoudiging,
A. GREOLI

De Vice-President en Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Tewerkstelling en Vorming,
P-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit,
Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,
C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed
en afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN

De Minister van Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,
V. DE BUE